

Le Courriel d'information

n°158 – Vendredi 11 août 2000.

BONS SOUVENIRS DE LA COTE ATLANTIQUE

Dans ce numéro

En bref...

1- Atlantique, morne mer. Vous vous souvenez sans doute du naufrage de l'Erika et de la marée noire qui en fut la conséquence. Des nouvelles donc et pas des meilleures. Si le pompage des soutes de l'Erika a eu les honneurs de la presse et du « prime time », où sont les journalistes lorsqu'il s'agit de la nature exacte de la cargaison ? Voici donc un article qui vous présente quelques faits nouveaux.
2- Médias indépendants. « Indymedia » né des manifestations de Seattle se développe. L'une de ses nouvelles branches est née en France durant le procès des dix inculpés de Millau en juin dernier.
3- Okinawa, Japon. Nous publions une réponse d'un journaliste au Japon à propos des mobilisations japonaises. La réponse qui lui ai faite par le rédacteur du premier article publié dans le n°156 nous permet d'affiner notre perception des mouvements citoyens dans l'archipel.
Note : la semaine prochaine le Courriel pourrait ne pas paraître... Nous essaierons tout de même d'être présent durant votre week-end du 15 août.

Atlantique, morne mer

De nouvelles expertises du laboratoire Analytika fournissent aujourd'hui une preuve scientifique que le produit transporté par le pétrolier Erika, qui a sombré le 14 décembre dernier près des côtes bretonnes, ne correspond pas aux caractéristiques du fioul n° 2 : elles révélent la présence en quantités importantes (3.000 ppm) d'un additif chloré, biocide extrêmement puissant et cytotoxique : le chlorure de benzalkonium.

Bernard Tailliez, expert près du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence, apporte la preuve scientifique permettant de démontrer que 120 tonnes de ce produit "tensio-actif et surfactant cationique" ont été ajoutées au moment du chargement pour réduire artificiellement la viscosité et l'adhérence aux parois métalliques du fioul lourd.

Sur ces nouvelles bases scientifiques, l'Association des Bénévoles d'Erika a demandé le 1er août 2000 la nomination d'un expert indépendant pour effectuer, de manière contradictoire, un prélèvement du produit dans les soutes. Le 4 août, le Tribunal de Grande Instance de Brest l'a seulement autorisée à s'associer aux prélèvements déjà effectués à la demande de TotalFina par les plongeurs travaillant au pompage, et remis à un huissier.

Quant à l'organisation d'une expertise contradictoire demandée par l'Association des Bénévoles, le Tribunal de Grande Instance de Brest a invité l'Association à déposer une requête directement auprès du Tribunal de Grande Instance de Saint-Nazaire, auprès duquel 150 communes et associations de professionnels de la mer, ainsi que TotalFina, ont déjà déposé une demande d'analyse du produit contenu dans les soutes de l'Erika. Cette procédure semble ne pas devoir se terminer avant deux ans.

La présence de chlorure de benzalkonium a été confirmée par le laboratoire Analytika dans des



échantillons représentatifs d'origines différentes, dont certains ont été prélevés sous contrôle d'huissier pour le compte de l'Association Avenir de Sauzon (en divers sites à Belle-Ile en mer) et de Paris Match (en mer à la verticale de l'épave).

C'est pourquoi il est important que les citoyens soient informés des nouvelles conséquences environnementales et juridiques induites par la présence de cet additif illégal dans la pollution pétrolière de 450 km de côtes.

Les conséquences écologiques et économiques de la présence de ce produit sont préoccupantes, notamment pour ce qui concerne la pisciculture et la conchyliculture. En effet, ce produit est utilisé en pisciculture, mais à des teneurs extrêmement faibles (0,5 à 0,8 ppm) pour l'éradication des moules zébrées et le contrôle de la prolifération du plancton. Il entre également dans la formulation des peintures marines anti-fouling (en raison de ses propriétés cytotoxiques). Les doses léthales vis-à-vis des espèces marines étudiées par l'Aquatic Animal Health Research de Bangkok (1997)

compagnons nord-américains et prenons notre part de la résistance médiatique en nous connectant à http://www.phillyimc.org

Plus près de chez nous en Europe, les préparations pour l'IMC Prague sont maintenant en plein rush pour le 26 Septembre. Les locaux ont été trouvés, un groupe de coordination formé, des militants de la République tchèque, de Belgique, de France, d'Italie, des U.S.A. se préparent à produire des reportages multi langues sur les protestations occasionnées par le meeting annuel de la Banque Mondiale/F.M.I.. Le réseau des IMC couvrira aussi dans divers pays européens et aux U.S.A les événements liés à ce qui se passera à Prague. Des informations plus complètes et des propositions d'aide peuvent être transmises par imc-prague@lists.indymedia.org

La période de la Présidence française de l'Union Européenne voit l'IMC France particulièrement actif, il sera présent sur la caravane d'action anticapitaliste de la CCCOMC qui sillonnera la France à partir de septembre. Des préparations concertées ont aussi lieu entre l' IMC belge de Bruxelles, L'IMC France, L'IMC Italie et le réseau des ONG EuroMéditérranéen pour lancer un IMC EuroMéditeranean qui soit opérationnel avant le sommet de Barcelone IV, le forum civil et les différentes rencontres qui auront lieu à Marseille contre le néo-libéralisme en Novembre. Les rendez-vous suivants sont à la fin novembre, la conférence internationale de l'après Seattle à Paris, www.postseattle.org et puis le sommet des chefs d'Etat qui clôturera fin décembre à Nice la Présidence française de l'Union Européenne. Tout cela pendant qu'on participe à consolider le réseau et le soutien des organisations qui voient un potentiel dans les indymedia.org comme plate forme multimédia d'informations et de communication.

Bien évidemment, tout cela demande aussi de l'énergie, des moyens financiers et humains. Si vous avez des compétences en communication, média, journalisme ou en organisation et que vous souhaitez participer à l'IMC, il suffit de nous envoyer un mail à france@indymedia.org
Si vous avez connaissance d' actualités locales, régionales, nationales ou internationales, nous n'avons pas besoin de vous rappeler que l'Indymédia a une politique de publication ouverte et que vous pouvez charger vos propres reportages textes, photos, audio ou vidéo. Cliquer seulement sur publish/publier en haut de la page d'accueil..

http://france.indymedia.org

Alun Griffiths

Okinawa, Japon.

Voici un article de M Legendre, journaliste au Japon, en réponse à celui que nous avions publié dans le Courriel n°156. Vous trouverez à sa suite la réponse qu'y donne Pierre Rousset, rédacteur du premier article et membre du groupe international d'ATTAC en charge de la région Asie Pacifique.

En rapport avec l'article sur le G8 du Courriel 156, je voudrais vous apporter cet éclairage.

D'abord, pour comprendre la vision japonaise concernant la question de la dette et du G8 de Okinawa, je viens d'écrire un éditorial dans le quotidien japonais "Hokkaido Shimbun" publié lundi 31 Juillet, page 3. haut de page. Il pourrait intéresser les associations notamment japonaises qui se plaignent, à juste titre d'ailleurs, de ne pas être lues ou citées par la presse.

Autre observation, en géneral, si votre article est critique, il me semble néanmoins que vous "occidentalisez" la perception et les sentiments réellement ressentis par les Okinawais à l'égard de la présence américaine, de la sécurité et du développement économique. Le décryptage « Ecosoc » que vous faites n'est pas ressenti exactement comme tel par une majorité des Okinawais et des Japonais majoritairement. Trop idéologique a mon sens. Pas assez factuel.

Certes, il existe des objectifs réels d'indépendance et de développement de Okinawa, abandonnée aux 3,5 millions annuels de touristes japonais et taiwanais, qui rapportent davantage que les bases qui sont gérées en autonome, que ce soit les installations militaires américaines ou les bases japonaises de l'île.

Le constat sur la perte de souveraineté des habitants de Okinawa est récurent, et apparaît notamment au 20eme siècle avant 1972 à l'égard des Etats Unis, mais Okinawa vit sous la botte étrangère depuis bien avant la "guerre froide", puisque dépossédé de son pouvoir de royaume vivant du commerce transitaire, il s'est également incliné après la conquête japonaise du clan Shimazu de la province de Satsuma (Ouest de Kagoshima), qui suivit la conquête de la Chine et des Seigneurs du Fujian, vassaux des Sui de l'Empire de Chine, qui avaient placé Okinawa sous leur suzeraineté installant des



dynastie "Sho" copie/colle conforme à l'idée du pouvoir selon les canons des Fils du Ciel...

Aujourd'hui la conquête de Okinawa se joue moins en termes politiques, sauf pour les USA, bien que Tokyo joue avec les USA sur l'effet levier de la pression "insupportable"ressentie par les Okinawais. Avantageux stratagème lorsque le représentant américain au commerce ou lorsque le directeur du FBI se montrent trop entreprenants sur les îles japonaises.

Le vrai jeu est économique: La contestation est en effet motivée par des "purs" dont vous semblez tenir vos commentaires, mais est manipulée en profondeur par des facteurs économiques, hérités du système Tanaka et Takeshita selon lesquels le développement régional doit s'accompagner, aide de l'Etat inclue, d'une politique des grands travaux avec primes et dessous de tables offerts aux autorités locales, entreprises du BTP et regroupement villageois. Or, à ce carrefour là, les habitants ne sont plus à l'écoute des syndicats timides et des associations d'enseignants. Aucun syndicat d'enseignants n'a appelé à manifester en groupe à Kadena, ni dans l'administration locale. La manifestation autour de Kadeba est une manipulation. Cela ne vient absolument pas de la conscientisation des troupes locales. Le phénomène est plus complexe, plus imbriqué dans les rouages des pouvoirs japonais. La perception identitaire est faible, il ne reste que des batailles d'intérêts.

Pour faire court, rappelons que l'exigence sur le départ des bases américaines reviendrait à donner au roi du BTP local d'Okinawa, la firme "Kokuba" et aux autres grands du BTP national, un droit de regard gigantesque sur la politique des travaux publics et d'aménagement. Droit de regard partagé avec les autorités et potentats locaux qui ont décidé de faire d Okinawa un "village resort" ou culture et gastronomie locale se marieront avec les cocotiers importés des Philippines. L'hôtellerie est en pleine expansion, Busena, le site du Sommet n'appartient-il pas aussi a "Kokuba"? Il y a donc une main mise et une alliance des "parrains" du local (Gouvernements locaux, BTP, Transport et Tourisme) sur le développement économique de l'île aidés par de véritables gangs criminels omniprésents au Japon, greffe sur toute nouvelle initiative susceptible de rapporter. (Demandez donc à Carlos Ghosn de vous parler de ses réunions d'actionnaires de chez Nissan)

Tout comme c'est le cas dans la préfecture de Miyazaki où s'est tenu le sommet des ministres des affaires étrangères du G8. Peu de ces ministres devaient savoir qu'ils ont dormi dans un « Resort » protégé par la mafia (le Seagaia Conference Hall et l'Hotel Ocean 45) qui est en effet couvert de dettes. Dettes héritées des grands travaux entrepris par la mafia financière de la période de la "Bulle"que le G8 a permis opportunément de renflouer en nouant des alliances sulfureuses entre politiques et entreprises louches afin de "gonfler" le « Resort » en comptant sur l'effet post-touristique du G8. Pour lui sortir la tête de l'eau, il a bénéficié des allocations gouvernementales et taxes des contribuables. Les estimations les plus fantaisistes ont couru sur les dépenses occasionnées pour le G8 de ce « Resort » de Miyazaki (il a été cité en conférence de presse le chiffre amusant d'environ 1,5 millard de Yens en investissements de Miyazaki soit seulement 90 millions de FF).

Vous avez parle du Gouverneur de Okinawa que vous décrivez comme "parachuté". Il serait en particulier très intéressant de sonder les relations entre le gouverneur de Miyazaki, Monsieur Suketaka MATSUKATA, entre le maire de Miyazaki, Monsieur Shigemitsu TSUMURA et le roi local des BTP Tourisme, Sylviculture et Transports d'autocars et Agences de tourisme... Miyazaki n'aime pas les enquêtes en eaux profondes qui bousculent les habitudes, la province se vante d'être le berceau mythique du culte impérial Shintoïste, or qui dit impérial au Japon dit tabou vénéré par l'extrême droite et la mafia Yakuza. (Cf "La DYNASTIE du YAMATO" par Sterling Seagrave chez Michalon)

NB: une petite erreur s'est glissée dans votre texte (156) sur le G8, il faut y lire les villes de Naha (chef lieu) et de Nago (region centre ouest de l'ile ayant accueilli le sommet) et non Naho et Naga. Il serait également intéressant de donner les coordonnes des associations japonaises dont vous avez cite certains des membres.

Cordialement
Joel Legendre
legendre@dk.catv.ne.jp
Correspondent & Columnist Hokkaido Shimbun.
Nikkan NP.VA.Dimanche.
JAPAN NATIONAL PRESS CLUB (Mainichi Shimbun associated member)

Les mobilisations d'Okinawa (suite)

Merci à Joël Legendre de l'éclairage qu'il nous a offert concernant les mobilisations qui se sont déroulées en juillet à Okinawa, à l'occasion du sommet du G8. Il apporte, par bien des aspects,



une matière complémentaire à celle de mon article initial.

Je voudrais cependant revenir sur des critiques portées par Legendre à l'encontre de mon article qu'il juge, notamment, par trop "occidental". Je ne prétends certes pas décrypter ce que ressent la majorité des Okinawais ou des Japonais. Mais je n'ai fait, sur la question des bases américaines, que résumer le point de vue d'organisations okinawaises ou japonaises et retransmettre l'objet des mobilisations. L'analyse peut être discutable, mais elle n'a rien de spécifiquement occidentale.

Le point de vue occidental (ou, plus simplement, le point du vue "lointain"), c'était plaquer le syndrome de Seattle sur le G8 nippon et en conclure qu'il était à la recherche d'une île isolée où se réunir en toute tranquillité. Si tel avait été le cas, l'endroit était bien mal choisi : il y a quand même eu en tout plus de 30.000 manifestants — certes, bien ordonnés, mais dans la situation présente, un mini-Seattle ne peut pas se produire au Japon: les mouvements syndicaux et sociaux radicaux se trouvent par trop minorisés, sur la défensive. En fait, les mobilisations locales ont été plus amples à Okinawa à l'occasion du G8 qu'elles ne l'auraient été en bien d'autres lieux au Japon, précisément du fait de la présence des bases, une importante question politique du point de vue de la population.

L'une des principales spécificité du G8 de l'an 2000, c'est qu'il s'est réuni à Okinawa. Indépendamment de son ordre du jour officiel, il contribuait ainsi à la consolidation des rapports militaires nippo-américains et à la légitimation du déploiement stratégique US en Asie orientale, dans l'après-guerre froide. Vu du Japon et de la région, cet enjeu s'imposait plus directement que vu d'Europe. C'est bien pourquoi la conférence sur les problèmes de sécurité a été organisée par des mouvements japonais (fort minoritaires, certes, mais japonais) et asiatiques, avec des Nord-Américains mais malheureusement sans la participation d'Européens.

A Okinawa même, l'ampleur de l'opposition aux installations militaires US s'explique probablement plus par les implications quotidiennes de la présence de ces immenses bases, véritable Etat dans l'Etat, que par la perception des enjeux stratégiques. Mais pour autant, il serait singulièrement réducteur (et "économiste") de n'y voir que le reflet d'intérêts industriels particuliers, comme ceux du BTP local. Il est symptomatique que quelque 85.000 personnes aient manifesté en 1995 après le viol de la fillette de 12 ans par des soldats américains. Et le succès de la chaîne humaine (plus de 27.000 personnes) entourant la base de Kadena, à la veille du G8, n'a été possible que grâce aux actions menées depuis des années par de nombreuses associations d'Okinawa. A commencer par des mouvements de femmes (qui ont organisé une conférence contre les violences sexuelles les 22-25 juin) et par la fédération syndicale indépendante des enseignants de la préfecture (et avec le soutien de la principale centrale modérée, Rengo). Quelles que soient les batailles d'intérêts qui se mènent autour de l'avenir économique d'Okinawa et les jeux de pouvoir engagés dans l'ombre, je ne vois pas ce qui permet d'affirmer de façon péremptoire que cette manifestation n'était qu'une "manipulation".

Une déclaration (THYPHOON: Thousand Year Peace Happening in Okinawa Now) a été envoyée au G8 par 17 associations okinawaises et 8 autres ONG japonaises. Elle réclame notamment l'élimination des bases au nom d'arguments pacifistes, démocratiques, solidaires et écologistes. Comme d'autres rendez-vous, elle montre à quel point les mobilisations de ce mois de juillet ont été avant tout ancrées dans les réalités locales (Okinawa) et nationales (Japon). Dans mon article initial, je n'avais pas mentionné un certain nombre d'initiatives qui se sont déroulées en juin et juillet, à l'occasion du G8 : un forum sur les questions environnementales, deux rencontres syndicales internationales (à Osaka et Okinawa) initiées par des militants de la centrale radicale Zenrokyo, une marche de chômeurs... Aucune de ces dernières n'a eu, il est vrai, l'envergure et l'impact politique des mobilisations sur les bases et, dans le cadre d'une campagne mondiale, de la conférence Jubilé 2000. Mais toutes éclairent des réalités japonaises (y compris l'atonie du mouvement syndical majoritaire et la faiblesse des mouvements sociaux radicaux).

Une dernière remarque de clarification. Je n'ai pas écrit que le nouveau gouverneur d'Okinawa avait été "parachuté" de Tokyo (je ne le sais pas...), mais que le gouvernement central a jeté ses moyens dans la bataille électorale pour battre l'ancien gouverneur (trop hostile aux bases) et le faire élire à sa place.

Tout aussi cordialement,

Pierre Rousset inter@attac.org



Groupe de travail international d'Attac

PS : Voici comme demandé les adresses électroniques des personnes mentionnées dans mon article initial :

Inoue Reiko, Pacific Asia Resource Center (PARC), parc@jca.ax.apc.org
Kitazawa Yoko, Jubilé 2000 Japan, kitazawa@jca.apc.org
Muto Ichiyo, People's Plan Study Group, ppsg@jca.ax.apc.org
Walden Bello, Focus on the Global South (Bangkok), W.Bello@focusweb.org